

# LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, MERCREDI, 3 NOVEMBRE 1830.

NO. 72

## FRANCE.

PARIS, 13 septembre.

L'histoire de la Turquie, et surtout celle de l'Égypte, rapportent des traits d'insigne trahison. S'il faut ajouter foi à la *Gazette de Nuremberg*, arrivée aujourd'hui à Paris, le grand-visir en a commis une qui tiendra une grande place dans l'histoire de l'Albanie.

Voici le fait :

Le grand-visir, chargé de soumettre les Albanais, arriva à Bitoglia bien convaincu qu'il ne parviendrait pas à son but par la force des armes. En conséquence, il voulut avoir recours à la ruse. Il fit dire à tous les chefs albanais qu'il avait reçu l'ordre du sultan d'entendre leurs plaintes et de satisfaire à leurs justes demandes, et qu'il les invitait à se présenter chez lui à Bitoglia. Cette invitation donna lieu à une réunion des chefs, qui adhèrent à la proposition ; la plus grande partie se mit en route avec une escorte de 5,000 hommes, arrivés devant Bitoglia, ils y trouvèrent des agents du visir qui les engagèrent à entrer, et permirent à l'escorte de camper au-delors de la ville ; le grand-visir les attendait dans un édifice public, où il leur donna audience.

Ils demandèrent 30,000 bourses (15 millions de piastres turques). Après quelques objections, le grand-visir les promit, et invita les Albanais à attendre à Bitoglia que les fonds que le gouvernement avait mis à sa disposition, et qui étaient en route, fussent arrivés ; et afin d'écartier tout soupçon, il distribua des sommes assez considérables à des chefs, dont il craignait le regard scrutateur. Un peu rassurés par cette distribution d'argent, les Albanais attendaient depuis quatre jours, lorsque le grand-visir les invita à assister à une revue de son corps d'armée, montant à 15 mille hommes. N'ayant aucun soupçon, tous les chefs s'y rendirent avec une suite de 400 hommes ; ils furent reçus avec beaucoup d'affabilité, et furent, pendant quelque temps, témoins des évolutions de la troupe. Mais tout à coup cette troupe les entoura, et tous furent massacrés sans exception. Après le carnage, on ordonna l'attaque de l'escorte campée de l'autre côté de la ville ; elle prit la fuite ; mais comme le grand-visir avait en soin de faire occuper d'avance par ses troupes tous les défilés qui conduisent en Albanie, très peu eurent pu s'échapper. Les têtes des victimes doivent être portées à Constantinople pour être élevées à la porte du sérail.

15 septembre.

Une lettre d'Angleterre, porte que l'ex-famille royale a été consternée en apprenant, par les journaux anglais, la reconnaissance de Louis-Philippe par le cabinet britannique. En lisant une traduction du *Courrier* Charles X s'est écrié : *Ce n'est pas ce qu'il nous avait promis.* (Wellington, sans doute.) Il est dur d'être trahi par un maréchal de France ! Aussi annonce-t-on le prochain départ de la famille expulsée, pour le royaume de Naples : la duchesse de Berri s'est chargée des négociations, et des dépêches de l'ambassadeur de cette puissance en Angleterre ayant été remises hier à Charles X, les préparatifs du départ ont été aussitôt commencés.

16 septembre.

M. le ministre de la guerre Gérard, qui a refusé, aussi bien que M. le ministre de la justice, Dupont (de l'Eure), les 25,000 f. de frais d'établissement, n'a point accepté les 40,000 f. de traitement de maréchal de France.

— Le *Courrier* anglais croit qu'il sera très difficile de séparer la Hollande de la Belgique, à cause des fortifications construites avec l'argent de l'Angleterre. Le gouvernement anglais, dit-il, permettra-t-il qu'on y entretienne des garnisons belges qui pourraient d'un moment à l'autre les livrer aux Français, et les Belges souffriraient-ils que ces fortifications fussent entre les mains des Hollandais ? Cette question très grave mettra sans doute en mouvement toute la diplomatie européenne.

— On mande de Strasbourg que, le 11 de ce mois, une cérémonie funèbre a eu lieu sur la tombe de l'infortuné colonel Caron. De nombreux détachements des différents corps de la garde nationale, auxquels s'étaient joints des officiers et sous-officiers de la garnison, se sont réunis chez M. Cros-Roux, d'où l'on est parti pour se rendre au cimetière St-Urbain, hors la porte d'Austerlitz. Le cortège, en tête duquel étaient portés quatre drapeaux tricolores, garnis de crêpes et ornés d'inscriptions, s'est rendu en silence jusqu'au cimetière, où l'attendait la musique de la garde nationale. Lorsque le cortège fut arrivé sur la tombe, on planta les drapeaux aux quatre coins de la pierre funéraire qui a été placée il y a deux ans sur les restes de Caron par les soins de MM. Zickel, de Mulhausen, et Lichtenberger. Une musique funèbre accompagnait cette cérémonie, après laquelle M. Lichtenberger, qui avait, comme l'on sait, défendu Caron devant le conseil de guerre, a prononcé avec sentiment et une émotion qui s'est communiquée à tous les assistants, un discours qui a été écouté avec le plus religieux silence. M. Ehrenfried-Stober, avocat, a prononcé, à son tour, quelques paroles, témoignage des regrets du pays et de l'indignation qu'inspirent les auteurs de la mort du colonel Caron.

La cérémonie achevée, tout le monde s'est retiré dans l'ordre le plus parfait.

— On mande de Naples que le régiment suisse caserné à el Carmine, ayant eu des discussions assez vives avec le régiment de la garde royale caserné au Château-Neuf, un combat s'est engagé entre les soldats de ces corps. Les Suisses ont eu 27 hommes tués et 19 blessés, et les gardes royales, 16 morts et 21 blessés. Ces régiments ont été renvoyés de la capitale.

— Une circulaire du ministère de grâce et justice d'Espagne a été adressée à tous les évêques, ainsi qu'aux régents des audiences du royaume, pour les engager à surveiller la conduite de ceux qui, séduits par les anarchistes, ont triomphé momentanément en France (telles sont les expressions de la circulaire), pourraient être en communication avec eux et projeter quelque bouleversement en Espagne. Il est également recommandé de sévir impitoyablement contre les auteurs de toute manœuvre relative à cet objet.

M. Campana, capitaine général de la province de Grenade, a prohibé l'introduction et la lecture de la *Gazette officielle* de Madrid dans tout le ressort de son gouvernement, probablement parce qu'elle a annoncé les événements de Paris.

L'ambassadeur français à Madrid, M. de Saint-Priest, ainsi que toutes les personnes attachées à son ambassade, conservent encore, dit-on, la cocarde blanche. Nous avons peine à ajouter foi à cette nouvelle.

18 septembre.

## Ordre du jour à l'armée d'Afrique.

A bord de l'*Algésiras*, en rade d'Alger, le 4 septembre 1830.

Soldats,

Je viens me mettre à votre tête, et vous apprendre les événements qui ont eu lieu à Paris et en France dans les derniers jours du mois de juillet.

Charles X ne règne plus !!! Un attentat des plus coupables, essayé par son gouvernement contre le droit public des Français, l'a fait descendre du trône, après avoir vu périr, dans les rues de Paris, quelques régiments étrangers, repoussés de puis long-temps de notre territoire par l'opinion des Français, et quelques hommes séduits de la garde royale.

Le pacte qui liait le Roi avec la nation a été détruit par les ordonnances du 25 juillet. Le trône est devenu vacant en fait et en droit, et il a été de suite offert par les chambres au chef de la branche cadette de la maison de Bourbon. La manifestation du vœu de la France ne s'est pas fait attendre, et le duc d'Orléans, déjà lieutenant-général du royaume, règne comme *Roi des Français*, sous le nom de Louis-Philippe I<sup>er</sup>.

Le Roi des Français réunit à la légitimité du droit la légitimité du choix et de la nécessité. Tous les partis politiques se sont empressés de faire à la patrie le sacrifice de leurs affections particulières.

La charte, lien d'union, qu'un sage et auguste législateur avait donnée à la France, cesse d'être une déception, et devient une vérité sous un prince patriote.

Sous lui, l'armée verra ses droits respectés, la faveur impuissante, la loi sur l'avancement exécutée, la considération et les moyens d'existence assurés aux militaires de tous les grades, après de longs ou bons services.

Soldats, je connais toutes mes obligations envers vous ; je les remplirai avec zèle, empressément, et surtout avec l'attachement que je vous porte, mais je connais aussi vos devoirs envers la patrie ; et je suis bien convaincu qu'elle vous avouera toujours pour ses fidèles enfans.

Le général en chef, comte CLAUDEL,

Membre de la chambre des députés.

— Le navire à vapeur le *Sphinx*, sous le commandement de M. Sarlat, lieutenant de vaisseau, a mouillé le 11 sur la rade de Toulon, venant d'Alger, d'où il était parti le 9 du courant.

Voici les nouvelles qu'il a rapportées : Le général Clausel et son état-major sont arrivés sur la côte d'Afrique, dans les premiers jours de septembre, sur le vaisseau l'*Algésiras* ; ils ont été accueillis avec la plus vive satisfaction par l'armée de terre et de mer. M. Bourmont a de suite remis à son successeur le commandement des troupes et a demandé à l'amiral Duperré de retourner en France sur le vaisseau l'*Alger*. Il n'a pas été accédé à cette réclamation, et l'ancien ministre de la guerre, ainsi que les officiers-généraux et supérieurs sous ses ordres, qui ont été empaquetés, se sont embarqués sur un bâtiment de commerce qui fait à présent quarantaine à Mahon. On assure que M. Bourmont va se retirer en Espagne.

L'amiral Duperré a appareillé d'Alger, le 8 septembre, à la tête des bâtiments de son escadre qui doivent rentrer au port de Toulon, pour y demeurer ou désarmer. Les vigies viennent de signaler cette flotte, qui est à 40 lieues au large de la rade, mais un violent mistral qui souffle en ce moment ne lui permettra l'entrée du port que dans quelques jours.

Le général Clausel a passé en revue les troupes de l'armée d'Afrique. Le général Bourmont avait laissé introduire dans les rangs le plus grand relâchement. On évalue à 25 millions la valeur des déprédations particulières de la conquête d'Alger.

19 septembre.

Comme nous l'annonçait notre correspondance de Toulon, l'amiral Duperré adu se tenir au large de la rade à cause du vent contraire, mais il a fait son entrée le 15, et une dépêche télégraphique en a apporté la nouvelle au gouvernement.

Voici l'ordre du jour par lequel le général Bourmont a fait connaître à l'armée d'Afrique la remise du commandement en chef au général Clausel :

Alger, 2 septembre 1830.

M. le lieutenant-général Clausel vient prendre le commandement en chef de l'armée. En s'éloignant des troupes dont la direction lui a été confiée, dans une campagne qui n'est pas sans gloire, le maréchal éprouve des regrets qu'il a besoin de leur exprimer ; la confiance dont elles lui ont donné tant de preuves l'a pénétré d'une vive reconnaissance, il s'est senti heureux pour lui, qu'avant son départ, ceux dont il a signalé le dévouement en eussent reçu le prix, mais cette dette ne tardera pas à être acquittée, le maréchal en trouve la garantie dans le choix de son successeur. Les titres qu'ont acquis les militaires de l'armée d'Afrique auront désormais un défenseur de plus.

Le maréchal commandant en chef de l'armée d'expédition d'Afrique,

Le lieutenant-général chef d'état-major,

Signé

DESPRÉS.

Un ordre du jour de l'amiral Duperré, daté du vaisseau l'*Alger*, baie d'Alger le 8 septembre, a instruit l'armée navale qu'il quitterait la baie le 8, et qu'il laisserait en station à Alger, sous le commandement de M. le capitaine de vaisseau Massieu, une station composée de onze bâtiments de guerre de toutes grandeurs.

On nous communique à l'instant l'extrait suivant d'une lettre de Dresde, du 10 septembre.

« Le 9 septembre, beaucoup de gens du peuple se sont portés à l'Hôtel-de-Ville ; ils se sont emparés de force, et ont jeté dans la rue, tous les papiers et tous les meubles qui se trouvaient dans cet édifice et les ont brûlés.

« Une autre partie du peuple s'était dirigée dans le même moment au bureau de la police, qui a été incendié.

« Le prince Frédéric, neveu du roi et héritier de la couronne, s'est montré aujourd'hui dans les rues, et a été reçu avec acclamation. Le roi est à Pillnitz, où il se cache.

« Une proclamation du prince Frédéric, au nom du roi, engage les citoyens à se mettre sous les armes, et à veiller à la tranquillité.

« Les soldats, infanterie et cavalerie, qui ont voulu marcher contre le peuple, ont été reçus à coups de pierre et de torches enflammées.

« On craignait que, dans la nuit du 10 au 11, le feu ne fût mis à l'hôtel du premier ministre, qui est généralement détesté.

« La grande fureur du peuple, qui ne se compose presque que de protestants, a été excitée par les traitements énormes accordés à une vingtaine de prêtres catholiques qui habitent Dresde pour le service de la cour. »

— L'enthousiasme des Danois à la vue du pavillon tricolore a été tel à Elsenour, que les matelots du navire le *Général-Foy*, qui s'étaient rendus à terre décorés de leur cocarde tricolore, ont été salués comme s'ils eussent été des officiers ; et il est à remarquer que c'était de leur propre mouvement, et sans aucune instigation, que les soldats danois rendaient cet honneur à tous les marins français.

— La tranquillité étant rétablie à Leipsick, le commerce de cette ville s'est hâté d'en donner connaissance au public par la voie des journaux.

— Les autorités de Mayence avaient défendu de laisser passer les Français dans cette ville avec la cocarde tricolore ; et jusqu'à ce moment l'ordre avait été exécuté ; mais le prince de la Moskowa n'a pas voulu s'y soumettre. Il s'est rendu chez le commandant de la place, et, ne l'ayant pas trouvé, il a continué sa route sans obstacle. Depuis ce moment l'ordre est révoqué.

— M. Zéa Bermudez, secrétaire de M. le comte d'Ofalia, est arrivé hier, venant de Madrid, avec des dépêches, parmi lesquelles se trouve, dit-on, la reconnaissance du gouvernement français par l'Espagne. M. Zéa a quitté Madrid le 10. A cette époque, cette ville était dans la plus grande fermentation. La garde royale allait être passée en revue, et envoyée aux frontières à marches forcées. Les milices provinciales, ainsi que les volontaires royalistes qui jouissent de la confiance de la canaille, occupent Madrid. Le capitaine-général de l'Estramadure a informé le gouvernement, en détail, du véritable état de la province. Si l'Espagne est agitée, le Portugal ne l'est pas moins. Une réaction complète menace toute la péninsule. Des troupes ont quitté Madrid pour Saragosse. Les habitants de la capitale voient ces mouvements avec le plus grand calme. Ils ne doutent pas que sous peu le drapeau de la liberté ne soit arboré partout.

20 septembre.

Il y a peu de jours que le Roi, qui ne peut sortir à pied sans être, en quelque sorte, rapporté chez lui par le peuple, descendit pour tenter encore l'aventure, et voir s'il lui serait permis de marcher, au moment où le capitaine de garde au palais allait faire sa ronde. « J'ai envie de sortir avec vous, dit-il, au chef de la patrouille ; peut-être qu'avec la garde nationale on me laissera passer. » Le capitaine s'embarrasse, s'intimide : « Sire, dit-il, si c'est comme cela, je ne puis commander, c'est à vous. » A la bonne heure, répond le prince. Et il a conduit, commandé et ramené la patrouille.

21 septembre.

La compagnie de grenadiers du deuxième bataillon de la onzième légion de la garde nationale de Paris a donné à ses officiers un banquet aux *Vendanges de Bourgogne*, où les électeurs de Paris se réunirent aux 221 députés qui avaient voté l'adresse au roi. Il s'y est passé plusieurs incidents très-remarquables, qui distinguent cette assemblée des repas publics ordinaires.

Après diverses santés à la famille royale et constitutionnelle au général Lafayette, etc., par Urguet de Saint-Ouen, député des cent jours ; Fain, lieutenant ; Gustave-Gastebois, sergent ; Peloux, capitaine, ancien officier de la vieille garde, et Rozet, grenadier, ancien avocat aux conseils ; on apprend que dans une pièce voisine, séparée par une cloison mobile, les Belges présents à Paris donnaient un banquet à MM. de Potter, Thieffmans et autres réfugiés belges. Un des commissaires vient demander à la garde nationale de permettre qu'on enlevât la cloison pour que les deux nations puissent fraterniser. (Adopté par acclamation.)

Alors le commissaire belge porta ce toast : « A la réunion de la Belgique à la France ! » Mais M. Gastebois s'écria : « Nous ne pouvons pas accepter ce toast : ce serait engager le gouvernement du roi dans une guerre éventuelle, sans savoir s'il lui convient de le faire dans l'intérêt général de la France. Nous ne sommes point ici un conseil de gouvernement ; nous ne pouvons que porter la santé des Belges, et applaudir à leurs efforts pour obtenir des réformes nécessaires. (Applaudissements.)

Ensuite, M. de Potter vint au milieu des grenadiers et proposa cet autre toast : « A la brave garde nationale de Paris ! En cas d'intervention étrangère dans nos affaires nous comptons sur elle. » (Profond silence.)

M. de Saint-Ouen répondit en ces termes : « Monsieur, nos idées, nos sentiments, nos vœux sont pour vous, pour tous les peuples qui veulent une sage liberté ; mais la force armée est essentiellement sous les ordres du Roi des Français. Nous lui avons prêté serment ; nous le chérissons ; nous ne devons préjuger aucune question politique que lui seul peut décider, ni prendre aucun engagement sans connaître ses intentions ; mais soyez sûrs que si les circonstances graves dans lesquelles il se trouve lui permettent de vous secourir, s'il nous en donne l'ordre, nous l'exécuterons avec joie. » (Applaudissements unanimes.)

C'est ainsi que nous l'entendons, répliqua M. de Potter, et votre déclaration nous satisfait pleinement.

Alors trois commissaires désignés, le président du banquet, le capitaine Peloux et M. Rozet, reconduisirent M. de Potter dans la partie de la salle occupée par les Belges, et M. Rozet renouvela énergiquement pour tous les Belges, la déclaration faite par M. de Saint-Ouen ; ils en furent satisfaits, et ils



deux réunions se séparèrent avec de grandes démonstrations d'amitié.

— On donne pour certain que Charles X a fait acheter, par un grand capitaliste, pour cinq cent mille livres sterling de rente trois pour cent consolidés.

Il se tient à Londres des conciliabules de Français émigrés et des agents partent pour le continent, et surtout pour le midi de la France.

Il paraît décidément que le comte de Nesselrode n'est plus dans les bonnes grâces de l'empereur de Russie ; à l'ambassade russe de Londres, on assure que le baron Strogonoff sera chargé de hautes fonctions diplomatiques et politiques de la chancellerie russe.

On annonce que le prince d'Estéshazy doit partir sous peu pour Vienne. Ce départ n'a aucun but diplomatique.

— Le dey d'Alger a écrit de Naples à Alger pour demander une intervention favorable, à l'effet de lui faire obtenir une pension alimentaire, sans laquelle il ne saurait vivre. Cette singularité de la part d'un homme qui a emporté 40 millions en or, argent et diamants, rappelle Ali, pacha de Janina, qui se revêtait quelquefois d'un costume de mendiant, et se plaçait aux portes de sa résidence dans l'attitude d'un suppliant, en disant aux passants : « N'oubliez pas ce pauvre Ali. » On se serait bien gardé de l'oublier : le lendemain le visir eût vengé le mendiant. La France sera-t-elle dupe de la jonglerie du dernier dey ?

23 septembre.

On écrit de Trieste, en date du 17 septembre. Des ordres sont arrivés hier de Vienne pour reconnaître le nouveau pavillon de la France. En conséquence le brick *l'Incorruptible*, de Bordeaux, et la *Sainte-Claire*, bombardier de Marseille, ont arboré à sept heures du matin le pavillon tricolore aux cris de *vive le Roi des Français* ! Les capitaines de ces navires avaient tout préparé à l'avance pour cette inauguration, qu'ils attendaient avec la plus vive impatience. La reconnaissance du pavillon français par l'Autriche a causé une vive joie au commerce de Trieste et plus particulièrement aux Français domiciliés dans cette ville.

— L'Albanie est pacifiée, au moins en apparence, depuis le massacre des chefs. Parmi les victimes se trouve Omer-Vrione. On redoute maintenant de grandes cruautés et des vengeances particulières.

(Gazette d'Augsbourg.)

— Une dépêche télégraphique annonce que l'état de siège de Nîmes a cessé le 20 de ce mois, par suite de la tranquillité qui est entièrement rétablie dans cette ville.

27 septembre.

Nous recevons d'une source que nous croyons digne de la plus entière confiance, les renseignements suivants sur les relations diplomatiques de la France avec l'Autriche.

La lettre qui ordonne à l'ambassadeur de cette puissance de nouer des rapports politiques avec le gouvernement de Louis-Philippe, n'est pas, comme on l'a dit, un autographe de l'empereur, mais de M. de Metternich, lequel, assure-t-on, se termine à peu près ainsi :

« En reconnaissant le gouvernement de fait, indépendamment de toute autre base, S. M. a eu principalement et presque uniquement en vue de laisser s'établir sur le trône de France, un prince distingué par son esprit et son expérience, qui puisse s'opposer d'une main ferme et d'une volonté invariable aux progrès effrayants de l'esprit révolutionnaire dans ses états. »

Quant à S. A. le duc de Reichstadt, l'intention de S. M. n'a aucunement été de lui faire jouer un rôle dans les circonstances présentes. Lors même qu'il se fût trouvé au milieu de la France, l'empereur n'eût point permis qu'il sortît de sa position de mineur, ni qu'il devint roi par une usurpation : son père n'était point un usurpateur.

Lorsque S. A. le duc de Reichstadt aura atteint sa majorité, les circonstances peuvent lui donner la légitimité, et l'avenir lui appartient comme à tout autre. »

(Journal d'Anvers.)

— Nos nouvelles particulières de Perpignan portent ce qui suit : Il paraît que les réfugiés espagnols ne manquent de rien ici, plusieurs crédits leur ont été ouverts par des maisons anglaises, et ils se sont pourvus d'armes et de munitions.

Milans prétend toujours, en sa qualité d'officier-général au commandement général des troupes ; il faisait la tournée dans le département, pour inspecter les diverses réunions de réfugiés, lorsque, en conséquence de l'arrêté de M. le préfet, du 17, on lui a signifié l'ordre de rentrer à Perpignan, où il a été conduit par un maréchal-des-logis de la gendarmerie.

La Gazette d'Augsbourg publie, d'après des lettres de Corfou, une lettre de Londres, du 27 juin 1830, signée Aberdeen, Laval-Montmorency et Maluschewitch, dans laquelle ces trois personnages déclarent au comte Capo-d'Istria que le dernier protocole ne sera pas mis à exécution ; qu'il en sera rédigé un autre, qui sera beaucoup plus satisfaisant, tant sous le rapport des intérêts de la nation grecque que sous le rapport des frontières de terre et de mer. Quant au souverain qui doit régner sur la Grèce, ils annoncent que les puissances ont l'intention de choisir un prince encore jeune, dont le comte Capo-d'Istria serait le tuteur et le guide. Enfin, ils autorisent le président de la Grèce à prendre des mesures sévères contre les perturbateurs du repos public, et, en cas de besoin, à avoir recours aux commandants des troupes de terre et de mer, qui ont déjà reçu des ordres à ce sujet des trois puissances alliées.

Une autre lettre particulière de Bruxelles ajoute un fait bien important aux détails qui précèdent. La désertion a réduit de 3000 hommes l'armée du prince Frédéric. Il commandait une force de 15000 hommes avant le combat. 4000 hommes de ses troupes ont été tués ou blessés dans les divers engagements avec les citoyens, de sorte qu'en supposant même qu'on ait exagéré ses pertes il n'aurait tout au plus que 10,000 hommes sous ses drapeaux. Cette force est insuffisante, et comme le prince ne peut attendre aucun secours des pays voisins, une nouvelle attaque sur la ville paraît être hors de question.

TOULON, 21 septembre.

Des lettres d'Alexandrie (Piémont) annoncent qu'il régnait une grande fermentation dans toute la Lombardie, que plusieurs villages ont donné le signal de l'insurrection. Ces émeutes partielles ont été apaisées dit-on, aussitôt l'arrivée des troupes, mais il n'en résulte qu'une apparence de tranquillité ; le moindre prétexte suffira pour exciter un mouvement général. La nouvelle charte française qui renferme tous les éléments possibles d'ordre et de liberté deviendra bientôt le pacte politique de toutes les nations de l'Europe.

— Une note diplomatique motivée sur les événements de la Belgique, a été adressée au gouvernement français, par les cabinets de Vienne, Londres et Berlin. Les trois puissances proposent d'établir des garnisons prussiennes dans les villes frontières des Pays-Bas. Elles avancent que cette mesure n'altère aucunement le principe de non intervention ; cette manière de voir les choses et de les faire concevoir est caractéristique de la plus haute diplomatie, mais nous doutons du succès.

A l'appui de cette proposition, on rappelle que les fortresses des Pays-Bas ayant été élevées par les alliés avec les fonds provenant des contributions de 1814 et 1815 dans le but de garantir le nouveau royaume de France des dangers dont il pourrait être menacé maintenant, avaient été mises sous la garde de l'Europe qui par conséquent peut y placer des garnisons quand il lui plaît, moyennant le consentement des cours.

On ajoute que la France dont la régénération est basée aujourd'hui sur le principe de non-intervention doit voir avec satisfaction une mesure qui place une barrière entre elle et un pays cruellement agité.

Le journal le Temps qui rapporte cette nouvelle s'exprime ainsi : « nous ne garantissons pas que les expressions de cette note soient telles que nous les donnons, mais nous avons la certitude de son existence, et de son objet. On ignore quelle a été la réponse de notre gouvernement. »

— D'après une lettre de Frankfort, les troubles qui ont éclaté à Berlin sont d'une nature beaucoup plus sérieuse que ne les représente le *Berlin State Gazette*. Ce n'était pas seulement un rassemblement d'ouvriers tailleurs, mais un rassemblement de 20,000 personnes qui demandaient à hauts cris la constitution promise en 1814. La force armée a reçu des ordres de faire feu sur la multitude, les troupes de ligne ont refusé, dit-on, de tirer sur les citoyens, mais la garde royale a obéi à cet ordre. Soixante individus ont été tués ou blessés. Le peuple en se séparant ne cessait pas de demander hautement la constitution.

La même lettre dit que de nouveaux troubles ont eu lieu à Hesse-Cassel, et qu'on a fait feu sur la voiture de l'électeur. On prétend même qu'il a été blessé.

Parmi les démonstrations de l'esprit public sur le continent, et de l'esprit de mouvement projeté sur l'Espagne, nous citerons un fait ; « qu'un grand nombre d'élèves de l'école polytechnique, et de l'école de médecine de Paris ont offert leurs services à un officier espagnol distingué de l'armée constitutionnelle, proche parent du général Torrijos, et qu'ils se sont mis en route pour Bayonne. » Ces jeunes gens étaient à la tête du peuple de Paris, dans les mémorables journées du mois de juillet. Le gouvernement français n'a aucune participation à leur engagement, puisqu'il est tout à fait volontaire. Nous ajouterons, que des comités ont été chargés à Lyon et à Paris, de recueillir des fonds pour équiper et pourvoir aux frais de leur route jusqu'à la frontière, des espagnols exilés qui se présentent de tous côtés et qui en général sont dépourvus de tous moyens pécuniaires.

Le *Messenger des Chambres* du 25 septembre, annonçait que le lendemain un changement de ministère aurait probablement lieu, que depuis plusieurs jours il s'élevait de vives discussions entre les ministres au sujet des sociétés populaires, les ministres qui devaient se retirer étaient MM. de Broglie, Guizot, Gérard, Baron Louis, Molé et Dupin. Les membres du nouveau ministère que formait M. Laffitte étaient MM. général Lamarque, à la guerre ; Odilon Barrot, à l'intérieur ; amiral Duperré, à la marine ; Bignon, à l'instruction publique. Les ministres paraissent avoir fini par s'entendre et le *Messenger* du 27 dit :

La nuit porte conseil. Le ministère qui hier matin était dissous, s'est rapproché hier soir au moment même de sa dissolution.

Notre révolution a déjà d'heureux fruits par la franchise plus grande qu'elle imprime aux caractères, et la crise ministérielle à laquelle nous venons d'échapper en sera l'exemple.

Des hommes également honorables et distingués allaient se séparer parce qu'ils différaient d'avis sur une question importante ; mais comme chacun ne s'était rien caché, et qu'une unité antérieure permettait d'espérer une unité future, aussitôt la question posée d'une manière commune le cabinet s'est retrouvé debout, et sur le même pied qu'auparavant.

(Messenger.)

— On nous écrit de Naples que, le 12 septembre, le roi vivait encore ; mais on avait peu d'espérance de conserver les jours de ce monarque.

Le prince héritaire, dit-on, accordera à la nation une constitution, seul moyen de sauver le pays de l'anarchie.

— Malgré l'assurance demi-officielle qui a circulé, il est certain que le duc de Montebello a reçu un accueil mortifiant à Madrid. Avant l'audience, il a été retenu une demi-heure dans l'antichambre du Roi, et les ministres se sont donnés les allures de leur maître. Pendant le séjour du duc à Madrid, plusieurs fêtes ont été données dans les cercles diplomatiques, auxquelles il n'a point été invité.

— Les quinze imprimeurs ou compositeurs arrêtés et mis en jugement ont été acquittés.

— Par ordonnance du Roi du 13 septembre, les collèges électoraux d'arrondissement et départementaux ont été convoqués pour le 21 et le 23 octobre, afin d'élire les députés en remplacement de ceux qui ont donné leur démission ou qui ont été appelés à des emplois salariés.

— Dans la séance de la chambre des députés du 27 septembre, il a été décidé que les ministres seraient jugés séparément et non ensemble.

— La revue de Paris publie dans sa livraison du 28 septembre une messénienne nouvelle de M. Casimir Delavigne ; elle est intitulée : *Une semaine de Paris*. Nous sommes assez heureux pour pouvoir en citer une des dernières strophes.

Victoire ! embrassons-nous. — Tu vis ! — Je te revois !  
— Le fer de Pétrarque m'épargne comme toi.  
— Quel triomphe ! — En trois jours. — Honneur à ton courage !  
— Gloire à ton bien. — C'est ton nom qu'on cite le premier.  
— N'en citons qu'un. — Lequel ? — Celui du peuple entier.  
Hier qu'il était brave, aujourd'hui qu'il est sage !  
— Du trépas, en mourant, l'un d'eux m'a préservé.  
— Mais ton sang coule encor. — Ma blessure est légère.  
— Et ton frère... — Il n'est plus. — L'assassin de ton frère,  
Tu l'as puni ? — Je l'ai sauvé.

Fonds publics—Paris 29 septembre. Cinq pour cent, 96 fr. 96 r. 15, 25. 96 fr.—Quatre pour cent, 86 fr. 50. Actions de la banque, 1715 fr.

## PAYS-BAS.

LA HAYE, 13 septembre.

Les états-généraux ont été ouverts aujourd'hui. A cette occasion, le roi a prononcé le discours suivant :

« Nobles et puissants seigneurs,  
« Votre session extraordinaire, que j'ouvre aujourd'hui, a été rendue nécessaire par des circonstances déplorables et impérieuses.  
« L'état, en paix avec tous les peuples de l'Europe, venait de voir la guerre heureusement terminée dans ses colonies. Il fleurissait dans un heureux repos, par l'ordre, le commerce et l'industrie. Je m'occupais d'alléger les charges du peuple et d'introduire successivement dans l'administration intérieure les améliorations que l'expérience avait indiquées. Tout-à-coup une émeute éclate à Bruxelles, et cet exemple est imité dans quelques autres localités ; l'incendie et le pillage signalèrent ces

désordres, trop affligeants pour mon cœur, la nation et l'humanité, pour que j'en offre à cette assemblée le triste tableau.

« En attendant le concours de vos nobles puissances, dont la convocation a été ma première pensée, j'ai pris sans délai toutes les mesures qui dépendaient de moi pour arrêter les progrès du mal, protéger les bons citoyens contre les malveillants, et détourner du royaume le fléau de la guerre civile.

« Remonter aux causes de ce qui s'est passé, et examiner avec vos nobles puissances le véritable caractère, la tendance et les suites probables, est moins urgent dans l'intérêt de la patrie, que de chercher les moyens de rétablir l'ordre, la tranquillité et l'empire des lois, non-seulement pour le moment, mais d'une manière assurée et durable.

« Mais, au milieu du choc des opinions, de l'exaltation des passions, des vœux et des intérêts qui se croisent, c'est une tâche bien difficile, nobles et puissants seigneurs, que de concilier mes vœux pour le bonheur de tous mes sujets, avec les devoirs que j'ai contractés envers tous, et que j'ai consacrés par mes serments.

« J'invoque donc toute votre sagesse, tout votre calme, toute votre fermeté, afin que, fort de l'assentiment des représentants de la nation, je puisse prendre, de concert avec eux, les mesures que réclame le salut de la patrie.

« De plus, d'une part s'est manifestée l'opinion, que, pour atteindre ce but, il conviendrait de procéder à une révision de la loi fondamentale et même à une séparation de provinces que les traités et la constitution ont unies.

« Cette question néanmoins ne peut-être résolue que dans les formes prescrites par cette même loi fondamentale, que nous avons solennellement juré d'observer.

« Elle sera l'objet principal des délibérations de vos nobles puissances. Je désire que leur opinion se forme et soit manifestée avec le calme et l'entière franchise que réclame une question d'un ordre aussi élevé. De mon côté, animé, par-dessus tout autre sentiment, du désir d'assurer le bonheur des Belges, que la Providence divine a confié à mes soins, je suis prêt à concourir avec cette assemblée aux mesures qui pourront y conduire.

« Cette réunion a, en outre, pour objet de vous faire connaître que les circonstances exigent impérieusement que la milice reste réunie au-delà du temps pendant lequel, aux termes de la loi fondamentale, elle doit être exercée annuellement au maniement des armes.

« Les moyens de pourvoir aux dépenses qui résulteront de cette mesure et de beaucoup d'autres, suites funestes des troubles, se trouveront pour le moment dans les crédits déjà ouverts ; la régularisation en sera soumise à vos délibérations dans la prochaine session ordinaire.

« Nobles et puissants seigneurs, je compte sur votre fidélité et sur votre patriotisme.

« En butte avant ce jour aux tempêtes des révolutions, je n'oublierai pas plus le courage, l'attachement et la fidélité qui ont secoué le joug étranger, rétabli l'existence nationale, et mis le sceptre entre mes mains, que la valeur qui, sur le champ de bataille, a affermi le trône et consolidé l'indépendance de la patrie.

« Entièrement disposé à satisfaire à des vœux raisonnables, je n'accorderai rien à l'esprit de faction, et ne consentirai jamais à des mesures qui sacrifieraient les intérêts et la prospérité de la nation aux passions ou à la violence.

« Concilier, s'il se peut, tous les intérêts, tel est l'unique vœu de mon cœur. »

— Après le discours du roi, le président a fait donner lecture d'un message royal ainsi conçu :

1o Si l'expérience a démontré la nécessité de modifier les institutions nationales ;

2o Si, dans ce cas, les relations établies par les traités et par la loi fondamentale entre les deux grandes divisions du royaume devraient, pour l'accroissement du bien-être de la société, être changées dans leur forme ou leur nature.

Il nous sera agréable de recevoir aussi promptement que la nature des choses le permet, la libre et sincère manifestation de l'opinion des représentants du peuple belge sur ces questions importantes, pour, ensuite, d'après ce qui aura été déterminé, aviser avec LL. NN. PP. aux mesures qui pourraient devoir être prises pour satisfaire à leurs intentions.

GUILLAUME.

BRUXELLES, 14 septembre.

Hier vers neuf heures du soir deux belles pièces d'artillerie de 6, en bronze, arrivant de Liège, sont entrées aux acclamations d'une foule innombrable dans la ville par la porte de Namur. Ces pièces munies de boulets ont été conduites aux cris de *vivent les Liégeois à l'Hôtel-de-Ville*. Notre artillerie s'organise parfaitement.

— Cinq cents hommes de troupes venant de Maestricht sont entrés à Liège : l'arrivée de ce renfort, qu'on croyait beaucoup plus considérable, avait jeté quelque agitation dans la ville.

On continue de réunir de grands moyens de défense à la caserne des écoliers. Une trentaine d'ouvriers y sont constamment occupés à faire des cartouches et des gargousses. Plus de vingt pièces d'artillerie de différents calibres, y sont montées sur leurs affûts. Une compagnie d'artilleurs les manœuvre déjà comme le feraient de vieux soldats. Enfin toutes les dispositions, prises chaque jour, témoignent de plus en plus de la capacité, du zèle, de l'activité du citoyen chargé d'organiser cette partie imposante des moyens de défense.

16 septembre.

Hier matin les gardes bourgeoises ont été convoquées pour neuf heures, à l'effet d'envoyer quatre députés par section auprès du conseil de sûreté et de l'état-major, pour aviser aux mesures à prendre dans les circonstances actuelles.

Après une délibération d'environ une heure, un projet d'adresse fut arrêté et approuvé sans discussion à l'unanimité.

Deux personnes de l'assemblée ont été chargées de porter cette adresse à La Haye aux députés des provinces méridionales. Voici comment cette pièce commence.

« Messieurs, le discours de la couronne aux états-généraux, loin de satisfaire et de rassurer les habitants de Bruxelles, a excité au plus haut degré l'effervescence et le mécontentement populaires. Ce discours, que l'on attendait avec anxiété, semble prouver que le gouvernement continue à ne pas comprendre sa situation vis-à-vis de nos provinces, et la nécessité d'y ramener enfin, par un système de franchise et de loyauté évidentes, le calme et la confiance.

18 septembre.

Les portes de la ville et les rues barricadées, une ouverture seulement pour le passage des voitures, la garde bourgeoise venant prendre communication des papiers du conducteur de la diligence ; des attroupements d'ouvriers dans toutes les rues et la garde bourgeoise remplissant tous les cafés, et s'entretenant avec véhémence de ses intérêts ; seize pièces de canon en bon état et parfaitement servies, six mille fusils arrivés récemment de Liège, arment une troupe composée d'anciens soldats qui ont servi dans l'armée française et dans l'ancienne garde impériale, et qui devait déjà, dans la nuit du 17, tenter une sortie pour forcer les Hollandais à rétrograder jusqu'à Malines, tentative qui a dû être renouvelée dans la nuit du 18 au 19 : la population entière dans un état d'exaspération difficile à décrire ; elle paraît déterminée à s'ancrer sous les ruines de la ville plutôt que de céder à la domination hollandaise. Au moment du départ, on annonce l'arrivée de 800 déserteurs belges.

## INSURRECTION DE LA BELGIQUE. — COMBATS A BRUXELLES. — VICTOIRE DU PEUPLE.

BRUXELLES, 22 septembre.

Ce matin, les troupes hollandaises ayant évacué la ville, nous pouvons présenter à nos lecteurs, à la hâte il est vrai et d'une manière confuse, les faits qui sont parvenus à notre connaissance, ou que nous avons extraits du *Courrier des Pays-Bas*.

Mercredi, 22 septembre. — Plusieurs compagnies de volontaires se mirent en route par les portes de Flandres et de Schaerbek pour forcer



les troupes à un engagement. Le feu commença à 8 heures, et continua sans interruption jusqu'au soir dans la direction de Dieghem et Zellick. Les bourgeois conduisirent leur canon hors de la ville contre les troupes : un grand nombre d'hommes furent tués de part et d'autre.

Dans la soirée arriva une proclamation du prince Frédéric. Elle fut lue et accueillie avec une indignation générale. Plusieurs chefs de la garde bourgeoise se réunirent à l'hôtel de Ville pour délibérer, mais ils se séparèrent sans avoir rien déterminé.

A 11 heures M. Ducpetiaux, accompagné d'une autre personne, sortit de Bruxelles pour se rendre au quartier général du prince Frédéric, afin de lui faire des représentations sur la situation de la ville, et désavouer au nom de la garde bourgeoise l'invitation qu'on disait avoir été faite au prince d'entrer dans la ville; il était chargé de demander également que les restrictions à l'amnistie, énoncées dans la proclamation, fussent supprimées, si le prince entendait entrer par force. M. Ducpetiaux fut reçu par un aide-de-camp du prince, arrêté, après avoir déclaré sa mission par écrit sur la demande de cet officier, et envoyé immédiatement à Anvers, ainsi que son compagnon.

Jeudi matin, vers huit heures et demie, conformément à la proclamation du prince, les troupes hollandaises se présentèrent aux portes de Louvain et Schaerbeck, et connurent bientôt la réception amicale sur laquelle elles pouvaient compter. Les troupes prenant avantage du désordre occasionné par leur premier feu, s'avancèrent sur la rue royale; le combat devint alors très vif de part et d'autre. Les troupes réussirent à pénétrer dans le parc sans éprouver une grande perte, se retranchèrent dans le bois et portèrent plusieurs pièces d'artillerie sur les hauteurs. Les bourgeois entourèrent le parc aussitôt et firent feu avec un grand succès. Tandis que ces mouvements avaient lieu dans la partie haute de la ville, un fort détachement de hussars et d'infanterie entrant par la porte de Flandres détruisit les barricades élevées dans ce quartier. Les bourgeois se portèrent aussitôt contre eux, et forcèrent le plus grand nombre à se retirer. Un aide-de-camp du prince Frédéric et un colonel de hussars, plusieurs officiers et soldats furent faits prisonniers. Les troupes ayant éprouvé cet échec à la porte de Flandres, ne renouvelèrent pas leurs tentatives pour s'en rendre maîtres. Conséquemment la partie basse de la ville ne fut plus inquiétée.

Vers midi, les soldats sous les armes dans le parc furent vigoureusement attaqués par les bourgeois. Le feu s'est prolongé pendant cinq heures; la perte a été considérable des deux côtés. A 4 heures on vit arriver 200 volontaires envoyés de Wavres pour secourir les citoyens. Ils volèrent sur le champ au combat qui continua encore jusqu'à la nuit.

Vendredi 24, on s'aperçut que les troupes avaient reçu des renforts considérables pendant la nuit, qu'elles avaient pris possession de plusieurs maisons dans la rue de Namur et des deux palais. Leur position dans le parc avait aussi été fortifiée. Dès le matin le combat fut renouvelé avec une ardeur nouvelle. Les citoyens chassèrent successivement les troupes du parc, de quelques maisons rue de Namur, entr'autres de l'hôtel de Bellevue. Cet hôtel qui fut pris et repris plusieurs fois dans le cours de la journée, resta définitivement au pouvoir du peuple. Sa situation en face du parc en rendait l'acquisition importante. Les troupes quoique repoussées plusieurs fois tenaient encore dans le parc. Vers le soir l'artillerie des troupes tira sur la ville à boulet rouge, et mit le feu au Manège et à une maison dans la rue Ducale. Pendant le conflit, on publia une proclamation annonçant que depuis plusieurs jours les citoyens n'avaient point eu de gouvernement, et que cependant aucun excès n'avait été commis. Elle annonçait encore que le baron V. Dooghworst, de Bruxelles, C. Rogier, de Liège, et Jolly, ancien militaire, allaient prendre le commandement provisoire de la ville.

Il n'y eut pas d'engagement pendant la nuit du Vendredi. Le jour suivant le combat recommença. De nouveaux renforts arrivant de tous les villages voisins donnèrent une nouvelle vigueur aux citoyens. Ils firent une attaque sur le parc, et s'en rendirent maîtres. Le feu continua toute la journée dans les environs des boulevards. Les citoyens enlevèrent deux pièces de canon.

Le commandement militaire de la place fut conféré au colonel espagnol don Juan Van Halen.

Dimanche 26. — On se battit toute la journée dans le voisinage du parc. Dans l'après-midi une rencontre eut lieu dans le fourré de la promenade, qui occasionna de part et d'autre une très grande perte.

Vers le soir, l'artillerie de la garde bourgeoise chassa les militaires de leur position dans le parc, et ils firent retraite sur le Vauxhall et le petit théâtre. Ces deux points étaient les seuls en leur pouvoir, l'hôtel des États-Généraux et les maisons adjacentes ayant été repris par les citoyens.

Lundi vers 10 heures du matin, les militaires qui étaient encore revenus dans le parc, se disposaient à déboucher sur la rue Royale et la rue de Louvain, afin de forcer ces deux positions. La première tentative fut faite contre la rue Royale. Les citoyens prévenus de ce mouvement, s'y tinrent préparés, et les militaires se retirèrent encore une fois sur le parc dans le plus grand désordre. C'est à la suite de cet engagement que le peuple retint la possession du parc, et y arbora les couleurs brabançonnaises.

Le feu s'est soutenu jusqu'à minuit. Les troupes ont commencé alors à battre en retraite pour s'éloigner de la ville.

La maison qui avoisine le palais du prince Frédéric et les deux maisons qui la touchent ont été incendiées la nuit dernière : elles sont entièrement détruites. Aujourd'hui, lundi, on ne voit pas un soldat dans la ville, si ce n'est de ceux qu'on amène prisonniers. Le nombre des morts et des blessés est immense des deux côtés. On trouve des morts des deux partis dans toutes les directions le long des boulevards, du parc et de la rue de Namur. On dit que le plus grand nombre des militaires tués ou blessés ont été transportés dans des charriots hors de la ville.

Nous regrettons d'avoir à faire mention de la mort du très-honorable lord Blantyre. Sa seigneurie s'étant mise à une fenêtre de la mansarde de sa maison, a reçu une balle dans le cou.

La populace fait brûler dans ce moment les meubles de M. Meus au coin de la rue Royale, près de la porte Schaerbeck.

L'aspect de la Place Royale est déplorable; l'hôtel de Bellevue, le café de l'Amitié et la maison voisine, originellement le palais du prince Frédéric, sont totalement détruits. L'hôtel de Flandre et plusieurs maisons ont beaucoup souffert. Presque toutes celles des rues de Namur et de Louvain ont été plus ou moins endommagées. Des boulets de canon ont également fait des ravages sur les maisons du glacis de Waterloo.

Le bivouac des militaires est maintenant à une lieue environ de la ville.

Les bourgeois se concentrent et font des patrouilles dans la ville. Les différentes portes de la ville ont chacune une forte garde.

## ESPAGNE.

BARCELONE, 17 septembre.

Les moines dans leurs sermons ne prêchent plus que le massacre; les capucins et les cordeliers font surtout éclater un zèle frénétique. Dimanche dernier, jour de la Sainte-Vierge, un moine furibond, s'élançant dans la chaire, s'est écrié, avec l'accent du plus violent fanatisme, « Mes chers frères, l'athéisme a levé la tête en France; il n'aspire qu'à envahir l'Espagne. Il n'y a plus qu'une voie de salut, c'est l'extermination des libéraux; la religion vous demande ce sacrifice. Par une prompt et complète vengeance, vous lui attesterez votre amour. »

Les passeports pour France ne sont accordés qu'aux ultra royalistes, et sous le cautionnement des notabilités apostoliques.

Il n'arrive plus de France une seule lettre qui ne soit ouverte par le cabinet noir du comte d'Espagne.

## SUISSE.

FRIBOURG, 20 septembre.

(Correspondance particulière.)

Tout s'appareille pour un mouvement tendant à faire expulser les jésuites. Quelques-uns de ces pères ont été insultés à Estavayer, sur la rive droite du lac d'Yverdon, où ils ont établi leur noviciat, et qui se remplissait des prêtres émigrés. Il y a eu quelques scènes tumultueuses à Gru-

yère et à Rue; elles auront suffi pour convaincre le magistrat qui, de la campagne, menaçait naguère la bourgeoisie de Fribourg de l'intervention armée, que les citoyens de toutes les parties du canton sont unanimes dans leurs vœux pour le renvoi des jésuites. L'essentiel est de procéder avec assez de prudence pour les empêcher de soustraire à leur départ tout ou partie de trois millions de francs, dont notre gouvernement leur accorda l'usufruit en leur rendant en 1818 la direction du riche collège de Saint-Michel. La présence des émigrés français, dont les intrigues causent de justes inquiétudes, ne fera que hâter l'explosion qui se prépare.

## ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

Par le *Corinthian* qui a quitté Londres le 1<sup>er</sup> octobre, le *Britannia* parti de Liverpool le 2, et le *Sully* retenu au Havre jusqu'au 28 septembre, nous avons reçu nos journaux de Londres du 1<sup>er</sup> octobre et de Paris, du 27 septembre inclusivement. Les nouvelles politiques qu'ils apportent sont d'une telle importance, que nous leur consacrons aujourd'hui notre feuille presque toute entière; les amateurs les plus décidés de contes merveilleux, d'anecdotes fantastiques ne pourront s'en plaindre, car toutes ces nouvelles d'Europe tiennent du roman.

La place nous manque pour donner les détails des nouveaux troubles qui viennent d'éclater en Colombie. L'armée s'est déclarée en faveur de Bolivar contre le gouvernement, et après un engagement sérieux, elle s'est emparée de Bogota.

## LETTRES ÉCRITES DE FRANCE, AU RÉDACTEUR DU COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

No. LVII.

PARIS, 18 septembre 1830.

MONSIEUR,

Le nouveau gouvernement français sera bientôt reconnu officiellement par toutes les puissances de l'Europe. Les envoyés extraordinaires de Louis-Philippe I<sup>er</sup> reviennent chargés de lettres amicales qui lui sont adressées par les souverains étrangers, et tout nous fait croire que la paix extérieure de la France ne sera pas troublée; en sera-t-il de même à l'intérieur?

Une grande agitation, des craintes, ou des espérances plus ou moins fondées occupent tous les esprits. Ces étranges protestations, ces sermons jésuitiques, ces insolentes démissions d'une foule de membres des deux chambres ne pouvaient manquer de produire un déplorable effet. Que sont ces jérémiades en faveur de Charles X, ces éloges solennellement débités, ces oraisons funèbres, ou ces audacieux panégyriques de sa personne et de ses vertus? M. de Podenas a osé, en l'appelant par son nom, le comparer à Charles IX, et la majorité de la chambre qui marchait encore au milieu des cadavres immolés par les soldats du vieux despote, a imposé silence à l'indignation du député. On conçoit après cela que M. de Martignac n'ait pas hésité à parler de l'amour brûlant de son maître pour la patrie; mais conçoit-on qu'une révolution enfantée au milieu des balles et des boulets vienne se perdre dans de pareils discours et dans la nomination de M. de Talleyrand?

Ces petits ménagements, cette fausse générosité, cette mollesse politique s'est fait sentir à peu-près dans tous les actes de la chambre; aussi devient-elle de plus en plus impopulaire, et dans son sein même il se trouve des hommes qui lui demandent compte de sa conduite. Tandis que les uns lui déclarent qu'elle a abusé de son mandat, les autres s'écrient qu'elle n'en a pas usé. On peut assurer au moins qu'en confiant à l'avenir la rédaction définitive d'une loi d'élection, en laissant indécise la question de l'hérédité de la chambre des pairs, en maintenant surtout la magistrature sur les fleurs de lys, les députés n'ont pas compris toute la puissance de la mission que les circonstances leur avaient donnée.

D'un autre côté la marche du ministère a été longtemps faible et indécise. Il vient enfin de se décider, et il s'appuie sur la chambre qui paraît disposée à le soutenir. Mais deux hommes ont mis ce ministère dans une espèce de discrédit aux yeux de la France; ce sont MM. de Broglie et Guizot. Tandis que le général Gérard, autrefois aide-de-camp de Bernadotte, remplaçait dans l'armée et dans ses bureaux tous les officiers de son ancien général, M. Guizot, royaliste à Gand, en 1815, libéral à la façon de M. Decazes, puis doctrinaire avec M. Royer-Collard, et libéral enfin à-peu-près comme il aurait toujours dû l'être, place dans l'administration quelques véritables libéraux et une foule de doctrinaires et de royalistes qu'il va chercher autour du prie-dieu de Mme. Récamier ou du canapé de Mme. de Broglie; ce sont tous gens musqués, pincés, talons rouges, sentant l'aristocratie d'une lieue comme leur patron M. de Broglie. Toute cette camaraderie sert de prétexte à des attaques plus violentes sans doute qu'il ne le faut, mais on doit avouer que les actes politiques du ministère n'ont pas jusqu'à présent été capables de faire oublier ces premières fautes. Rien pourtant ne serait si facile, car si Paris est agité, hostile, menaçant, le reste de la France s'épouvante d'une réaction, d'une révolution nouvelle et ne demande qu'ordre, administration et tranquillité.

A Paris, c'est bien différent. Les esprits qui y sont plus éclairés, plus avancés, y sont aussi bien plus impatients de jouir de tous les bienfaits qu'ils se sont promis sous un régime

populaire. La jeunesse surtout, ambitieuse, peut-être présomptueuse, est avide de mener à bout, en quelques jours, un système politique qui demande des années pour être mûri et perfectionné; elle veut que le peuple dont elle fait partie et avec lequel on l'a vu établir un gouvernement après en avoir détruit un autre, entre dans les affaires, et soit pour quelque chose dans ce gouvernement. Elle s'imagine que le peuple est instruit et éclairé comme elle, et voudrait déjà le voir formé en assemblée primaire et nommant lui-même ses représentants. Mais pour lui faire jeter son bulletin dans l'urne électorale, attendons que le peuple sache écrire; et il ne le sait pas encore partout, il s'en faut beaucoup; jusque là il serait trop facile aux agitateurs, aux riches et aux prêtres d'exercer sur lui une influence funeste à l'intérêt public.

Au sein même des journées de juillet, et quand le canon tonnait encore, il s'est formé plusieurs sociétés politiques, plusieurs clubs si vous voulez les appeler ainsi, et depuis, le nombre s'en est accru. L'un d'eux, les *Amis du peuple*, vient de se signaler par un placard dans lequel il demande la dissolution de la chambre, et semble inviter les faubourgs à reprendre les armes et à la dissoudre eux-mêmes si elle résiste. Pour la première fois les gouvernants ont fait acte de gouvernement; le placard a été saisi; les signataires, arrêtés et relâchés sous caution, vont être jugés; mais comme le placard a été saisi avant d'être publié, l'imprimeur, ou l'éditeur sera seul puni, comme étant en contravention avec les règlements de la librairie. Un autre club, celui de la *Société constitutionnelle*, a rédigé une déclaration non moins énergique, mais plus adroite, contre la chambre, et elle vient aussi de décider que cette déclaration serait placardée. Ces placards sortent de l'ordre légal, et M. Dupont de l'Eure disait hier au soir qu'il serait le premier à faire punir leurs auteurs, ainsi que tous actes extérieurs des sociétés populaires. Mais comment s'y prendra-t-il pour s'opposer, par exemple, au projet suivant qui doit être exécuté d'ici à deux jours? Les *Amis du peuple*, escortés d'une partie de la jeunesse des écoles, des clercs de notaires au nombre de trois cents, et de tous ceux qui voudront s'y joindre, se rendront sur la place de Grève le jour de l'anniversaire de la mort des jeunes gens de la Rochelle accusés de conspiration et dont la tête est tombée sur l'échafaud. Tous vêtus de noir, le crêpe au bras, sans armes, sans cannes, ils signeront une pétition pour la dissolution de la chambre, et la porteront au Roi. Le Roi a promis hier au conseil qu'il ne la recevrait pas, mais aura-t-il assez de fermeté pour la refuser, et ne va-t-il pas trembler pour sa popularité? quant à moi je crains qu'il ne l'use. Des officiers de la seconde légion de la garde nationale viennent de lui être présentés; il a dit à Emmanuel Dupaty, l'un d'eux, qu'il espérait bien faire un de ces jours son service à leur exemple, et monter la garde avec eux; vous figurez-vous ce que serait le Roi de France, en faction dans une guérite et courant en patrouille pour mettre l'ordre dans les tripots et les mauvais lieux.

Ces bruits de clubs, la puissance et les projets qu'on leur suppose, ne devraient pas intimider un ministre mieux affermi. On n'en a rien à craindre, et je connais leur impuissance. Mais les idées républicaines qui y dominent suffisent pour effrayer la France qui se fait un monstre de ce qu'elle ne peut juger de près. J'ai été dans ces sociétés, je n'y ai vu que de jeunes avocats qui veulent s'exercer à l'improvisation, ou des écrivains faisant de l'opposition par habitude, par intérêt ou par système; pas un homme fort, pas un talent dangereux, pas une opinion arrêtée, beaucoup de bavardage et de divagation. Si tous ces jeunes gens voulaient se maintenir dans les bornes légales, leurs réunions formeraient pour eux des écoles de politique et d'improvisation, et sans doute elles seraient utiles; mais comment espérer de les maintenir dans la sagesse et la modération?

Jusqu'à présent les clubs n'avaient produit que du bien, car ils ont imposé à la chambre qui leur croit plus d'influence qu'ils n'en ont en réalité. C'est peut-être au mot de *république* prononcé dans leur sein que l'on doit ce qu'il y a de bon dans les amendements faits à la Charte. Je suis donc bien éloigné de désirer qu'on les ferme et qu'on disperse leurs membres, mais je crains que dans cet instant leur existence ne soit un mal pour le résultat des prochaines élections.

L'état des départements ne ressemble en rien à celui de la capitale; les souvenirs de 93 y sont présents à tous les esprits et les noms de jacobins, de clubs, de républicains inspirent une grande crainte. Puisse cette crainte ne pas dicter des choix qui n'amèneraient à la chambre que des députés d'un caractère faible et d'opinion douteuse. Vous verriez alors tout Paris s'insurger contre cette chambre dont la mission est de se mettre à la tête du grand mouvement populaire pour le diriger dans la bonne voie, mais non pas pour l'arrêter.

Les fonds publics français baissent chaque jour ici; chose singulière ils sont en hausse à l'étranger. Les affaires de la Belgique ont contribué à ce mouvement de notre Bourse. Un mot du baron Louis, ministre des finances, y a beaucoup aidé aussi. Si l'on en croyait M. Louis, il faudrait reprendre le milliard accordé aux émigrés à titre d'indemnité. On conçoit comment cette opinion du ministre a été reçue parmi les indemnisés qui s'empressent tous de vendre leurs rentes. De là la baisse. Au reste la loi d'indemnité, toute déplorable



qu'elle fut, a été votée, son accomplissement est sacré. Cent et quelques millions restent à payer, ils le seront et doivent l'être. Quant aux quatre-vingt trois millions appelés *fonds communs*, ils resteront dans le trésor de l'Etat, c'est une affaire convenue.

Le commerce français est dans le plus triste état ; il faut l'ordre et la tranquillité pour le relever. Voici qui peut vous donner une idée de l'esprit des provinces et du repos dont elles ont besoin. Le *Courrier Français* s'est montré jusqu'à ce dernier jour hostile contre le ministère ; il a reçu avis de la part de deux mille de ses abonnés que, s'il continuait à inquiéter à la fois les esprits et le gouvernement par des articles qui égalent en violence ceux qu'il écrivait contre Polignac, ils abandonneraient leur souscription. Le *Courrier* a senti qu'il devait se modérer. Le *Constitutionnel* qui a été fort vif pendant trois jours, est aujourd'hui fort calme. La marche sage du *Journal des Débats* a beaucoup augmenté le nombre de ses lecteurs. Tout cela devrait servir de leçon aux nouveaux journaux qui prêchent la guerre. Dans ma prochaine lettre je vous parlerai de ces journaux, de leurs rédacteurs, ainsi que de la fraction de la chambre des députés qui s'appuie sur eux et sur les clubs.

Agréez, Monsieur, etc.

LE CORRESPONDANT PARISIEN.

M. BOURNE, 359 Broadway, a fait graver avec le plus grand soin, et vient de faire paraître la *Parisienne* de Casimir Delavigne, musique d'Auber. Nous nous empressons d'annoncer que le tiers du produit de la vente, jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre, de cette œuvre si belle et si patriotique, sera consacré au soulagement des blessés dans les journées de juillet.

## MÉLANGES.

*Espéglerie de M. Jeffrey, éditeur de la Revue d'Edimbourg.* — Qui le croirait ? M. Jeffrey, l'honneur du barreau d'Ecosse, l'ancien éditeur de la *Revue d'Edimbourg*, qui, pendant plus de vingt ans, a régenté d'une voix douce et impérieuse toute la littérature britannique, et même celle du continent, s'amuse à des tours d'écolier, d'une gaité un peu cruelle, comme on va le voir. La vivacité de sa critique l'a fait autrefois appeler sur le terrain par l'amour-propre irrité de Thomas Moore ; il s'en est peu fallu que ses espégleries ne lui aient aussi suscité une affaire d'honneur.

Les assises l'avaient, il y a quelque temps, conduit à Aberdeen, ville d'Ecosse, près de la mer, qui possède un collège de quelque célébrité. Dans ce collège se trouve un professeur profondément versé dans les ténèbres de l'histoire du moyen âge, et dont le caractère est un mélange de bonhomie et de vanité crétule que la malice de M. Jeffrey a plus d'une fois mise à l'épreuve. Afin de s'en divertir de nouveau, l'aristarque d'Edimbourg, après lui avoir beaucoup vanté les plaisirs de la chasse, s'avisait de lui persuader qu'il avait une aptitude particulière pour ce genre d'exercice, quoique ce professeur ait la vue tellement basse, qu'il peut à peine reconnaître quelqu'un à dix pas de lui. En conséquence, M. Jeffrey et un complice le déterminèrent à venir avec eux au village de Skaterow, situé sur le rivage, à quelque distance d'Aberdeen, et où les amateurs se rendent pour chasser des poules de mer, qui affluent, à certaines époques de l'année, sur les rochers voisins.

Après avoir commandé, dans l'auberge la plus en vogue, un somptueux dîner, auquel devait prendre part toute l'élite des lettrés d'Aberdeen, on arme le novice chasseur d'un fusil, et M. Jeffrey l'engage à tirer sur des points qu'il lui indique. A chaque coup, une multitude d'oiseaux tombaient comme le tonnerre à ses pieds. Tandis que ses compagnons, qui s'étaient un peu éloignés de lui, n'abattaient qu'un oiseau, lui en abattait cinquante. Le secret de ce prodige, c'est que M. Jeffrey avait fait, pendant plusieurs jours, réunir une grande charretée d'oiseaux morts ; et un paysan, caché dans les anfractuosités du rocher, en jetait une multitude chaque fois que le professeur faisait feu.

Emerveillé de son adresse, il ne s'apercevait point, au milieu de son enivrement, que la marée arrivait en grondant sur lui, et que bientôt il serait entièrement entouré. Ses perfides amis ne l'avertirent de son danger que lorsqu'il se trouva entièrement assailli par les flots de la mer. Un matelot vint à son aide et le chargea sur ses larges épaules. Il était près, de cette manière, d'atteindre le rivage, lorsque ce matelot, dont le rôle était arrêté à l'avance, s'écria qu'il avait été mordu à la jambe par un requin, et au même moment il laissa tomber sa charge dans l'eau. Le malencontreux professeur crut un instant qu'il se trouvait dans la gueule du monstre ; mais le bras nerveux du matelot le retirant de l'eau, le jeta tout mouillé sur le rivage.

Cependant ses amis le conduisirent d'un air de pitié fort comique à l'auberge de Skaterow. Là, un docteur, qui était au nombre des convives, représenta à l'historien l'urgence de changer de suite d'habits. Mais, quel contretemps ! il n'existait point d'habits d'hommes dans toute l'auberge, et on ne pouvait lui donner qu'un vêtement de femme. Le docteur insiste pour qu'il le mette. On lui représente qu'il est entouré de collègues et d'amis, et la nécessité le fait consentir à cet étrange travestissement. Après une absence de dix à douze minutes, il reparait dans la salle du festin, habillé en femme du haut en bas, avec un embarras qui sied assez bien au sexe dont il avait pris les vêtements. Les convives ne contiennent qu'avec peine leur hilarité. Qu'on se représente cette large figure au menton grisonnant et couvert de verrues, coiffée d'une cornette à dentelles, que l'impitoyable docteur lui avait fait mettre, attendu que sa perruque était tombée dans la mer. Le reste de son costume n'était guères moins singulier : ses grosses épaules étaient couvertes d'un fichu rouge, qui formait un contraste tranchant avec la couleur bleue de sa robe.

Le professeur commençait à se remettre des fatigues et des émotions de la journée, en mangeant d'un grand appétit, lorsque, tout-à-coup, un homme qui était connu, entre d'un air effaré dans la salle du festin, en criant : « Le feu est au collège ! le feu est au collège ! » A ces mots le professeur tressaille ; mais son effroi redouble quand il apprend que le feu est dans l'aile où se trouvent ses livres et ses manuscrits, fruits de ses patientes veilles sur le moyen âge. Dans ce moment, il se serait écrié volontiers, comme dans Shakspeare : « Mon royaume pour un cheval ! » Mais ses prévoyants amis lui en avaient préparé un. Sans plus songer à son étrange costume, il s'élance dessus, et un postillon le fait partir au grand galop, en allongeant un coup de fouet à sa monture. Tous les convives et M. Jeffrey à leur tête, le suivirent pour être témoins de son entrée dans Aberdeen. Non, jamais la gravité écossaise ne fut plus compromise. Il serait impossible d'exprimer la surprise et les éclats de rire des habitants d'Aberdeen, quand ils virent leur docteur concitoyen se précipiter dans la ville avec les basques de sa cornette et son schall alongés par le vent. Afin de lui donner un air encore plus grotesque, on avait haussé ses épaulettes comme ceux d'un mameluck, de manière que sa grosse figure portait presque sur ses genoux.

Cet incendie, comme on le pense bien, n'était qu'une plaisanterie. Aussi, quand il rentra au collège, les élèves et les professeurs ne pouvaient pas plus s'expliquer son effarement que son costume. Toutefois, lorsqu'il fut rassuré sur la conservation de ses livres et de ses manuscrits, il prit la plaisanterie en fort mauvais part ; mais comme il n'avait aucun soupçon sur les autres événements de la journée, et que le succès de sa chasse l'avait convaincu de son adresse, ce fut à grande peine qu'on le détermina à ne pas en faire l'essai sur M. Jeffrey, qu'un faux frère lui avait signalé comme l'auteur de cette mystification.

## ANNONCES.

A VENDRE PAR BOURNE, 359 Broadway, sur papier de diverses couleurs, prix un schelling, la *Parisienne*, ode de Casimir Delavigne chantée par Adolphe Nourrit.

Le tiers du prix de la vente au détail jusqu'au premier décembre, sera réservé pour le soulagement des blessés dans la révolution de Paris.

Les français et autres personnes intéressées à la cause de la liberté, sont invités à donner leur appui aux vues de l'auteur de cette annonce, en favorisant la vente de ce chant patriotique.

L'Hymne Marseillaise en français a été mise en vente depuis le 1<sup>er</sup> de Novembre. 2f

### PAQUEBOTS DU HAVRE.

Lignes.	Navires.	Capitaines.	Départ de N.-Y.
1	Charlemagne.	Robinson.	1 <sup>er</sup> fév. 1 <sup>er</sup> juin 1 <sup>er</sup> oct.
3	Havre,....	Keene....	10 » 10 » 10 »
2	Cns. Carrol.	Clark....	20 » 20 » 20 »
1	Ed. Quesnel.	Hawkins..	1 <sup>er</sup> mars 1 <sup>er</sup> juil. 1 <sup>er</sup> nov.
3	Henri IV....	J. B. Pell.	10 » 10 » 10 »
2	France.....	E. Funk....	20 » 20 » 20 »
1	Sully.....	Macy....	1 <sup>er</sup> avril 1 <sup>er</sup> août 1 <sup>er</sup> déc.
3	François Ir..	Skiddy....	10 » 10 » 10 »
2	Erie.....	J. Funk....	20 » 20 » 20 »
1	Formosa....	Orne....	1 <sup>er</sup> mai 1 <sup>er</sup> sept. 1 <sup>er</sup> jan.
3	De Rham....	Depeyster	10 » 10 » 10 »
2	Ed. Bonafé.	Hathaway	20 » 20 » 20 »

Première ligne, consignataire au Havre, E. Quesnel l'aîné.

Deuxième ligne, Bonnafé, Boisgérard et Cie. ; agents à New-York, Crasson & Boyd.

Troisième ligne, consignataires au Havre, La Rue & Palmer ; propriétaires à New-York, C. Bolton, Fox & Livingston ; courtiers, Crasson & Boyd.

Tous ces navires sont de première classe, et commandés par des capitaines expérimentés. Leurs emménagements sont élégants et aussi commodes qu'on le peut désirer. Le prix d'une traversée dans la chambre est fixé à \$140, pour lequel on fournira lits complets, vins et abondantes provisions.

### CLASSIQUES FRANÇAIS.

Le soussigné vient de recevoir et offre à des prix au-dessous de ceux d'Europe, les ouvrages suivants :

Ouvrages de Voltaire, 75 vols 80, brochés, \$40 ; les mêmes reliés, \$75—Rousseau, 26 vols 80, reliés, \$26—Racine, 6 vols 80, brochés, \$6 ; les mêmes reliés, \$9—Molière, 6 vols 80, reliés, \$9—Bossuet, 21 vols 80, reliés, \$30—Cours de littérature de Laharpe, 18 vols 80, reliés, \$24—Le Sage, Gil Blas, 3 vols 80, reliés, \$5 ; le même broché, \$3 50—Vies des hommes célèbres de Plutarque, traduit par D. Ricard, 16 vols 180, brochés, \$5.

Tous les ouvrages ci-dessus, le Plutarque excepté, sont d'une édition uniforme, imprimés avec des caractères neufs sur de très beau papier.

Foreign and Classical Bookstore,

CHARLES DE BEHR, Director,

103 Broadway, New-York,

32 South-sixth-street, Philadelphie.

### AVIS.

Le docteur V. GUILLOU, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, à l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra le consulter tous les jours à son domicile No. 25 Hudson-st. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les Indes occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui auraient l'intention de les habiter. Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, pourront consulter le Docteur Guillou dans leur propre langue. Il se réfère :

à New-York, aux docteurs	Alex. H. Stevens, J. W. Francis, J. J. Graves.	
à Philadelphie	R. Laroche Thos. Harris	
à Baltimore	Samuel Baker R. W. Hall V. Potter, etc.	Professeurs de l'université de Maryland.

Le docteur Guillou recevra volontiers dans son étude, deux élèves en médecine, ou un plus grand nombre, qui indépendamment des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la faculté d'y acquérir sans frais la connaissance des langues française et espagnole. 41

### SYLVESTER, 130 Broadway,

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEUDI, on fait un tirage de la Loterie de New York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets, ou parts de billet.

Novembre 2, *extra class*, \$25,000, 10,000, prix du billet \$5  
\* \* Sylvester a vendu dans la loterie de jeudi dernier, le gros lot de \$10,000.

### BUREAU D'AGENCE, à NEW-YORK,

Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise ; de faire les entrées de Douane, pour chargemens et déchargemens de marchandises, bagage, etc. ; de traduire toute espèce de documents et de servir d'interprète ; de procurer des professeurs de langues, d'arts et de sciences ; de fournir les renseignements nécessaires pour se faire naturaliser citoyen des Etats-Unis ; et enfin d'exécuter tout ce qui pourra être utile aux personnes qui auront recours, ou qui enverront leurs ordres à M. EUGENE BERGONZIO, directeur de cet établissement, qui donnera les garanties nécessaires de son exactitude et loyauté.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes quantités de Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

### DENTS INCORRUPTIBLES.

MM. PLANTOU père et fils, Chirurgiens Dentistes de Paris, premiers fabricants des dents incorruptibles, qui leur ont mérité depuis près de dix ans un certificat de la Société Médicale de Philadelphie, attestant la supériorité de cette espèce de dents artificielles sur toutes celles faites de matières sujettes à corruption, offrent aux habitants des Etats-Unis leurs services pour toutes les opérations de leur art. Ils placent de ces dents, qui ne changent jamais de couleur et ne contractent jamais de mauvaise odeur, depuis une seule jusqu'à des rateliers entiers, lorsqu'il ne reste plus une dent dans la bouche. Ils ont obtenu une patente pour la perfection qu'ils ont acquise dans la fabrication, la solidité et la durée de ces dents.

Leur résidence est à Philadelphie, quatrième rue Sud, No. 110.

61—1 f

### AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant toujours à réunir chez eux toutes les Graces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agents en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grâce des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent ; les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare ; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenants. Les broderies, les boas, les bonnets, les écharpes, les pelerines, les cravattes et les canezous sont les produits des plus célèbres fabricques. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

### FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

WM. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 30 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivants.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.	
Pica.....	36 cents.
Long-Primer....	40
Bourgeois.....	46
Nonpareil.....	90
Diamond.....	\$2.
Small Pica.....	38 cents.
Brevier.....	56
Minion.....	70
Pearl.....	\$1 40

A six mois de crédit, ou à 7 1/2 pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

Wm. Hagar et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agents de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite *Washington Press*, qu'ils vendront à un prix modéré.

### J. B. LAFOY, No. 27 Ann-street.

De retour à New-York, où il est connu depuis vingt ans pour faire les Perruques et Toupets à la perfection.

Entraîné par le désir de plaire, ou de prouver aux personnes de goût qu'il fait nombre des talens distingués qui existent à New-York, dans l'art d'ajouter quelque chose à la beauté et d'embellir, ou cacher la dérépitude, par une merveilleuse illusion trompeuse à l'œil le plus clair voyant, prévient le public, (se croyant sur de le satisfaire) que tout positif en cheveux fabriqué par lui qui ne donnerait pas une complète satisfaction, sera remplacé par d'autre au goût de la personne, sans autre frais que le transport, et même il rendra l'argent, si on le désire, mais la perruque n'ayant servi.

On peut s'adresser à lui pour une perruque, en lui envoyant la mesure du tour de la tête, et celle depuis la naissance des cheveux du front jusqu'à la jointure de la première vertèbre à la nuque, passant sur l'occiput, et y joindre un échantillon des cheveux.

Pour un toupet il faut couper un papier de la grandeur de la nudité : étant habillé de contenir les personnes, on peut s'adresser à lui, si on désire de l'ouvrage bien fait ; si la personne désire du courant et bon marché, il n'en fait pas : le prix d'une perruque 15 piastres, d'un toupet 10. 44....6m

### CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des États-Unis* paraît tous les samedis et mercredis.—Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port.—Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé.—Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit : à New-York, au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des États-Unis* ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

A PHILADELPHIE.....	MM. F. HUTTNER.
BALTIMORE.....	ALFRED MORTON.
WASHINGTON, D. C.....	FISHEY THOMPSON.
NORFOLK, Va.....	PASCAL SCHISANO.
SAVANNAH.....	JOSEPH AUZÉ.
AUGUSTA, (Ga.).....	J. P. SETZE.
CHARLESTON.....	JUL. TAYL.
N.-ORLÉANS.....	F. GILLET & Cie.
OPÉLOUSAS, La.....	CHS. THIENEMAN.
DONALDSONVILLE, La.....	Frs. LEFORT, D. de P.
BATON-ROUGE, La.....	LOUIS SHEPPERS.
FLAQUEMINE, La.....	LS. DESORRY, D. de P.
ST.-MARTINSVILLE, La.....	ADRIAN DUMARTRAIT.
VERMILIONVILLE, La.....	E. CHAIX, Directeur de la Poste.
MOBILE, Alabama.....	BASIL MESLIER.
ST.-LOUIS, Missouri.....	GABRIEL PAUL.
NASHVILLE, Tenn.....	PAUL NEGRIN.
WEST-POINT, N.-Y.....	JOSEPH DU COMMUN.
ALBANY, N. Y.....	E. CROSWELL, Albany Argus.
TROT. N. Y.....	F. ADANCOURT.
URICA.....	SAMUEL D. DARIN.
BURLINGTON, Vt.....	CHAUNCEY GOODRICH.
BOSTON.....	F. SALES, Foreign Book-store No. 35 Washington-street.
POTLAND, Me.....	SAMUEL COLMAN.
QUÉBEC.....	NEILSON & COWAN.
MONTRÉAL.....	E. FABRE.
ST.-THOMAS.....	JOHN THOMSON.
ST.-PIERRE, MARTINIQUE.....	JOHN M. DIONIS.
POINTE-A-PITRE, GUADELOUPE.....	SÉBASTIEN.
CARTHAGÈNE.....	ÉDOUARD GRISOLLE.
HAVANNAH.....	DON JOSÉ DE LA COVA.
PORT-AU-PRINCE.....	FERRAND DE BEAUDIER.

### PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.

\$15, sans le Journal.

\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 cents pour chacune des fois suivantes.